

**Politique étrangère -  
Commémoration Armistice - Forum  
de la paix - Etats-Unis - Yémen -  
Affaire Khashoggi - Entretien de M.  
Jean-Yves Le Drian, ministre de  
l'Europe et des affaires étrangères,  
avec "France 2" - extraits**  
(Paris, 12 novembre 2018)

Q - Je reçois ce matin Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, au lendemain d'un week-end où le président Macron, devant un parterre de chefs d'Etat a exprimé ses craintes, celles d'un monde qui pourrait tourner le dos à la paix. Bonjour Jean-Yves Le Drian.

R - Bonjour.

Q - Vous diriez ce matin que vous êtes sûr que l'on est reparti pour 70 ans de paix ?

R - Je ne le dirais pas. Mais ce qui m'a le plus frappé pendant ces cérémonies, c'est l'émotion patriotique, la mobilisation populaire, le fait que c'était un événement très fort, qui faisait appel aux souvenirs. Pourquoi ? Parce que la Grande guerre a été un événement qui a touché toutes les familles, où il y a eu dans chaque histoire, un mort, un blessé...

Q - Dans la vôtre aussi.

R - Dans la mienne aussi, mais, voilà.

Q - Vous avez parlé de votre grand-père.

R - Je ne suis pas le seul, loin de là malheureusement, et ce qui fait qu'il y a eu une forme de mobilisation populaire autour de ces événements et...

Q - Et il y a eu des messages.

R - Oui, mais ce qui a été très fort, c'est que pendant ces journées, les gens, les Français ont retrouvé l'histoire de leurs grands-pères, ont cherché des photos, ont trouvé des lettres.

Q - Une unité, ils ont retrouvé une unité ?

R - Je crois qu'il y avait ce sentiment-là, un vrai sentiment patriotique qui s'est manifesté hier.

Q - Il y a eu des messages, un message en particulier : le patriotisme est l'exact contraire du nationalisme, le nationalisme en est sa trahison. C'est à Donald Trump que s'adressait ce message d'Emmanuel Macron ?

R - Je crois que c'est à Donald Trump et aussi à l'ensemble de ceux qui étaient là. Ce qui était aussi très frappant c'est que...

Q - Ils ne se sentaient pas tous concernés de la même manière.

R - Ce qui était très frappant, c'est cette photo d'hier après-midi au Forum de la paix, où finalement le président de la République disait aux 84 chefs d'Etat et de gouvernement qui étaient là : est-ce que c'est finalement une photo de paix entre nous, ou est-ce que c'est la dernière image avant le désordre mondial ? Et la force du message qui a été donné par la France, parce qu'il fallait organiser cette manifestation, c'était que la paix peut être au rendez-vous, à condition qu'il y ait des volontés...

Q - Sincèrement, Jean-Yves Le Drian, cela aurait été mieux que le président des Etats-Unis soit là. Quel sens cela a d'organiser un Forum pour la paix, sans les Etats-Unis ?

R - Mais il était là, il est venu.

Q - Au Forum sur la paix ?

R - Il n'était pas au Forum sur la paix, mais il est venu avant-hier, il y a eu une réunion importante avec le président Macron, il y a eu des entretiens, j'ai eu moi-même des entretiens avec Mike Pompeo, il était au déjeuner et au dîner, donc il était présent, mais il avait un agenda spécifique, en particulier l'après-midi.

Q - Vous êtes chef de la diplomatie française, vous savez manier le langage diplomate, mais quand même, Donald Trump a ostensiblement marqué sa différence ce week-end, commençant par un tweet vengeur sur la défense européenne, un programme parallèle, une arrivée seul sur les Champs Elysées, une absence au Forum sur la paix. Il y a Donald Trump et le reste du monde. Il faut accepter ?

R - Il y a des interprétations qu'il ne faut pas avoir. Il y a des problèmes de sécurité qui font que certains chefs d'Etat arrivent un peu plus tard que les autres, c'était le cas de Donald Trump, comme du président Poutine, comme du Premier ministre Netanyahu. Et puis il avait un agenda spécifique.

Mais on sait qu'il y a deux lignes. On sait qu'il y a deux orientations. Cela n'a pas empêché le président Donald Trump d'être là, parce qu'on sait aussi qu'il y a des points communs d'analyses de la part des Etats-Unis et de la France et de plusieurs pays de l'Union européenne, par rapport aux crises mondiales. Mais il y a deux lignes différentes, il y a celle qui a été développée hier très longuement par le secrétaire général des Nations unies, M. Guterres, qui est de dire : il faut des règles entre nous, il faut que les grands enjeux du monde puissent faire l'objet...

Q - Et puis il y a ceux qui les refusent, comme Donald Trump.

R - Et il y a ceux qui sont dans le rapport de force.

Q - Donald Trump appelle l'Europe parfois "le consortium", parfois même "l'adversaire". Est-ce que vous diriez aujourd'hui encore : "les Etats-Unis, l'allié", "l'Amérique, l'allié de l'Europe" ou c'est un "allié sous conditions" ? Quel mot vous utilisez pour qualifier ?

R - C'est un allié historique, c'est toujours notre allié. Nous avons, sur un certain nombre de grands problèmes du monde, des analyses communes. Nous sommes aussi l'un et l'autre préoccupés par la prolifération nucléaire, par la nécessité pour l'Iran de ne pas accéder à l'arme nucléaire. Nous sommes en phase sur l'analyse que nous menons sur la Syrie. Nous sommes en phase sur l'analyse que nous menons sur la Libye, sur l'Afrique, sur les risques terroristes. Nous avons beaucoup de points communs et nous avons des divergences d'appréciation sur ce que l'on appelle le multilatéralisme, c'est-à-dire : est-ce que les pays du monde peuvent se mettre d'accord sur une coopération, sur des règles communes, ou est-ce que c'est l'addition de rapports de force ? Rappelez-vous lorsque le président de la République est allé à New-York en septembre dernier, il y a eu deux grands discours, le sien et celui du président Trump, ils étaient opposés sur la manière d'organiser le monde à l'avenir. C'est le sujet qui est sur la table.

Q - Malgré les oppositions, les rapports sont toujours cordiaux, c'est ça que vous nous expliquez ce matin.

R - Il y a des divergences, il y a deux lignes différentes sur l'organisation du monde, c'est clair. Nous sommes, nous, favorables à ce que l'on appelle le multilatéralisme, c'est-à-dire tous les grands enjeux du monde, le défi migratoire, le défi climatique, le défi de l'innovation, doivent se régler par la coopération et non pas par la confrontation.

Q - Et quelle doit être la réponse de l'Europe ?

R - Donald Trump dit : moi, je suis dans la confrontation, je pense que c'est le rapport de force qui permet le règlement des problèmes. Et malheureusement le rapport de force n'aboutit pas à cela, et heureusement, nous avons pu constater que nous sommes nombreux à croire toujours à la coopération, nous sommes nombreux.

Q - Il s'est isolé ce week-end ? À votre avis ?

R - Je pense qu'il était un peu seul par rapport à tous ceux qui étaient réunis à La Villette pour parler de la paix de demain, faire en sorte que cette paix de demain ne soit pas uniquement le fait des Etats, mais qu'elle soit aussi le fait de ce que l'on appelle la société civile, des organisations non gouvernementales, des entreprises. Bref, l'ensemble du monde a besoin de réinventer un mode de fonctionnement différent.

Q - Jean-Yves Le Drian, on peut parler de la paix de demain, et puis on peut aussi parler de la paix d'aujourd'hui. Pendant que la France organise le Forum de la paix, il y a une guerre depuis 2014 au Yémen, qui a fait 10.000 morts, 14 millions de personnes sont menacées de famine, c'est l'enfer sur terre, ce sont les mots d'un responsable de l'ONU. Tant que les Etats-Unis soutiennent les Saoudiens, on ne peut rien faire ?

R - C'est une sale guerre.

Q - Oui, cela fait longtemps qu'on le sait.

R - C'est une sale guerre, mais dont il faut mettre sur la table tous les paramètres. Parce que le point de départ de cette guerre en avril 2015, c'est le fait qu'il y ait un coup d'Etat organisé par les Houthis, soutenu par l'Iran, qui renverse le président Hadi, qui était reconnu par la communauté internationale et il y a à ce moment-là une résolution du Conseil de sécurité qui dit : c'est le président Hadi qui est le chef d'Etat reconnu.

Q - D'accord.

R - Et, depuis, il y a à la fois une guerre civile et aussi une guerre régionale. Mais une guerre civile où il n'y a pas uniquement les Houthis, pas uniquement ceux qui soutiennent le président Hadi, mais aussi al-Qaïda, mais aussi Daech, mais aussi des lieux où sont...

Q - Cela veut dire qu'on ne peut rien faire.

R - Non.

Q - Cela veut dire que face à une catastrophe humanitaire...

R - Non, cela veut dire qu'il faut que la communauté internationale dise : "ça suffit", c'est ce que disent les Etats-Unis, c'est ce que nous disons, c'est ce que disent les Britanniques.

Q - Dans l'indifférence générale.

R - Il va y avoir dans peu de jours, une réunion importante en Suède où vont se réunir normalement les parties prenantes, pour mettre en oeuvre un processus qui commence par le cessez-le-feu, qui commence par l'accès à l'aide humanitaire et qui se poursuit par un règlement politique. Il n'y aura pas de vainqueur dans cette guerre, donc il faut arrêter les frais.

Q - Les armes françaises, les frégates que vous avez vendues à l'Arabie Saoudite, certaines en ce moment sont utilisées pour le blocus d'Hodeïda.

R - Les frégates laissent passer, si je crois les informations, la flotte saoudienne, comme les unités émiriennes laissent passer l'aide humanitaire. Le problème de l'aide humanitaire, c'est qu'elle est ensuite réutilisée par les Houthis pour en faire une malversation. Donc c'est très compliqué. Il faut qu'il y ait une pression forte internationale. Je crois que c'est ce qui va se passer. J'ai eu mon collègue iranien pour le lui dire avant-hier, nous avons parlé de tout cela avec Mike Pompeo, aussi hier. Cette nécessité doit être largement partagée, parce que le Yémen c'est un symbole de la guerre sale.

Q - La question de la suspension des ventes d'armes comme le rappelle Dominique de Villepin ce week-end, n'est pas un sujet, c'est une question qui se pose dans le contexte avec justement des civils qui sont visés, Jean-Yves Le Drian.

R - Aucune de nos armes vendues à l'Arabie saoudite, et d'ailleurs de manière très modérée, parce qu'on exagère beaucoup la relation militaire entre la France et l'Arabie saoudite ; il y a une relation très forte entre l'Arabie saoudite et les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, très faible avec la France. Il n'empêche que nous avons des règles extrêmement strictes pour les ventes d'armes, qui nous interdisent de vendre des armes qui puissent toucher les civils, et en Arabie saoudite nous ne le faisons pas du tout, puisque nos relations sont limitées surtout à la flotte, que vous avez évoquée tout à l'heure.

Q - Jamal Khashoggi, selon la presse britannique, était sur le point de révéler l'utilisation d'armes chimiques, justement, au Yémen, pour tenter de venir à bout de la rébellion houthie, soutenue par l'Iran. Si c'était le cas, vous le sauriez, vous le condamneriez ?

R - Je n'ai pas d'informations particulières là-dessus. Simplement, ce que je peux je peux dire c'est qu'aujourd'hui sur l'affaire Khashoggi, la vérité n'est pas au rendez-vous, le compte n'y est pas, et donc...

Q - Pourtant, le président turc dit "vous savez, la France sait".

R - Notre position, c'est : la vérité, les circonstances, les coupables, et qu'ensuite nous prendrons les sanctions nécessaires.

Q - Le président Turc dit "ils", "ils connaissaient la vérité", "ils" c'est vous, enfin, c'est la

France, c'est nous, les Etats-Unis, les Britanniques, qui ont eu accès à ces enregistrements.

R - Si le président turc a des informations à nous donner, il faut qu'il nous les donne.

Q - Cela veut dire qu'il ne vous les a pas données ?

R - Pour l'instant je n'ai pas connaissance.

Q - Cela veut dire qu'il a menti.

R - Cela veut dire qu'il a un jeu politique particulier dans cette circonstance.

(...)

Q - Merci beaucoup Jean-Yves Le Drian./.